

FIPECO le 05.05.2022
Les commentaires de l'actualité

L'investissement public dans la zone euro en 2021

François ECALLE

Ce billet présente l'évolution de l'investissement public dans la zone euro sur longue période (depuis 2001) puis, plus précisément, sur les années les plus récentes (de 2019 à 2021). L'investissement public désigne ici la somme des investissements réalisés par les administrations publiques et des aides à l'investissement qu'elles versent aux entreprises, privées ou publiques. Il s'agit donc de la contribution budgétaire des administrations publiques à l'effort national d'investissement.

L'investissement public a été relativement stable, en pourcentage du PIB, dans la zone euro dans les années 2000 jusqu'à la crise de 2008-2009. Il a connu un pic en 2009, sous l'effet des plans de relance et de la baisse du PIB, puis une baisse importante jusque vers 2016. En Allemagne, il est toutefois resté à peu près au même niveau qu'avant la crise. En revanche, il a fortement baissé après la crise de 2008-2009 dans certains pays comme l'Espagne. Sa diminution en France a été un peu moins forte que la moyenne.

Malgré une remontée à partir de 2017, en points de PIB, l'investissement public était encore en 2019 au-dessous de son niveau de 2006-2007 en moyenne dans la zone euro. Il était toutefois au-dessus de son niveau d'avant crise en Allemagne et à peu près à ce niveau en France.

De 2019 à 2021, en euros courants, l'investissement public a augmenté de 17,1 % dans la zone euro, de 10,3 % en France, de 20,5 % en Allemagne, de 28,3 % en Italie, de 27,7 % en Espagne et de seulement 3,0 % aux Pays-Bas. Rapporté au PIB, il a augmenté de 0,5 point en moyenne dans la zone euro, de 0,3 point en France, de 0,5 point en Allemagne, de 1,0 point en Italie et de 0,9 point en Espagne. C'est dans les pays du sud et dans les pays baltes qu'il a augmenté le plus. Il a diminué aux Pays-Bas (- 0,1 point).

Avec un investissement public représentant 4,8 % du PIB, la France est au 7^{ème} rang de la zone euro en 2021 (elle était au 4^{ème} rang en 2019). Elle est devancée par des pays de petite ou moyenne taille. La moyenne de la zone euro est à 4,0 % du PIB. L'investissement public est égal à 3,9 % du PIB en Allemagne, à 4,1 % en Italie, à 3,3 % en Espagne et à 3,4 % aux Pays-Bas.

La France investit nettement plus que la moyenne dans le logement et les équipements collectifs locaux associés au logement. Elle investit un peu plus dans toutes les autres fonctions mais les écarts sont peu significatifs.

A) L'évolution des investissements publics de 2001 à 2019

Les comptes nationaux permettent de connaître la « *formation brute de capital fixe* » (FBCF) des administrations publiques (89,7 Md€ en 2021 en France), qui est constituée de leurs acquisitions, nettes des cessions, d'actifs corporels et incorporels (comme les dépenses de recherche et développement). Les [administrations publiques](#) (APU) ne comprennent pas les entreprises publiques du secteur marchand, c'est-à-dire celles dont les ventes couvrent plus de la moitié de leur coût, comme EDF. Leurs investissements ne sont donc pas compris dans la FBCF des APU alors qu'ils sont souvent considérés comme des investissements publics.

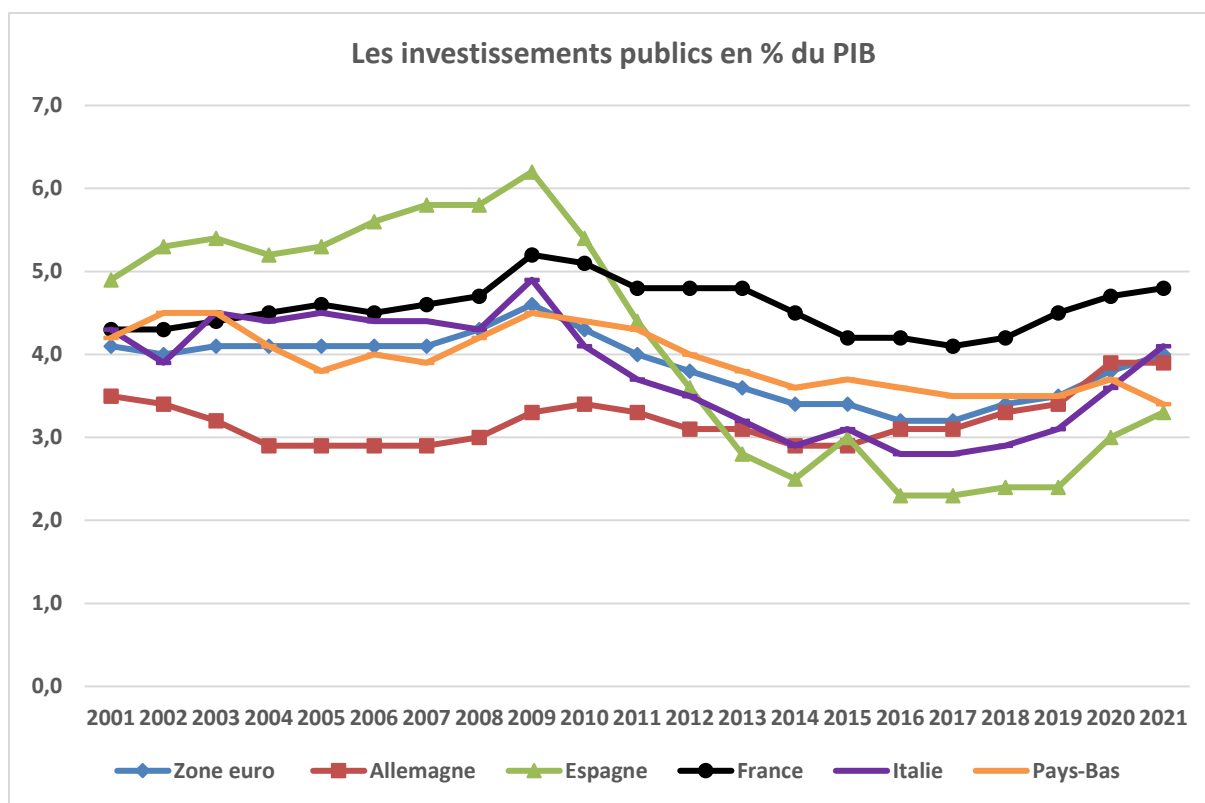
Il est néanmoins possible d'identifier dans les comptes nationaux les subventions d'investissement versées par les APU à d'autres secteurs (29,3 Md€ en 2021 en France). Elles comprennent celles qui sont attribuées aux entreprises publiques du secteur marchand mais aussi celles qui sont attribuées aux entreprises privées. Elles peuvent être ajoutées à la FBCF des APU pour mesurer la contribution budgétaire des administrations publiques à l'effort national d'investissement¹, ce qui conduit à un investissement public d'un montant de 119,0 Md€ en France en 2021, soit 4,8 % du PIB².

L'investissement public, ainsi entendu, a été relativement stable dans la zone euro, en pourcentage du PIB, dans les années 2000 jusqu'à la crise de 2008-2009. Ensuite, il a d'abord connu un pic en 2009, sous l'effet des mesures de relance et de la diminution du PIB en valeur, puis une baisse importante jusque vers 2016. L'investissement public en Allemagne est toutefois resté à peu près au même niveau qu'avant la crise de 2008-2009. En revanche, il a fortement baissé dans certains pays comme l'Espagne et, à un moindre degré, l'Italie. Sa diminution en France a été un peu moins forte que la moyenne de la zone euro.

Si une remontée de l'investissement public est observable à partir de 2017, il était en 2019 en moyenne dans la zone euro au-dessous de son niveau de 2006-2007. Il était toutefois nettement au-dessus de ce niveau en Allemagne et à peu près au même niveau en France.

¹ Une partie de ces investissements est financée par des aides européennes, notamment en 2021 avec le plan Next Generation EU.

² L'investissement public ainsi défini n'intègre pas les investissements réalisés par des entreprises privées dans le cadre de concessions de services publics, par exemple ceux des sociétés concessionnaires d'autoroutes. En revanche, les investissements réalisés dans le cadre de partenariats publics privés sont souvent inclus dans la formation brute de capital fixe des administrations publiques.



Source : Eurostat ; FIPECO.

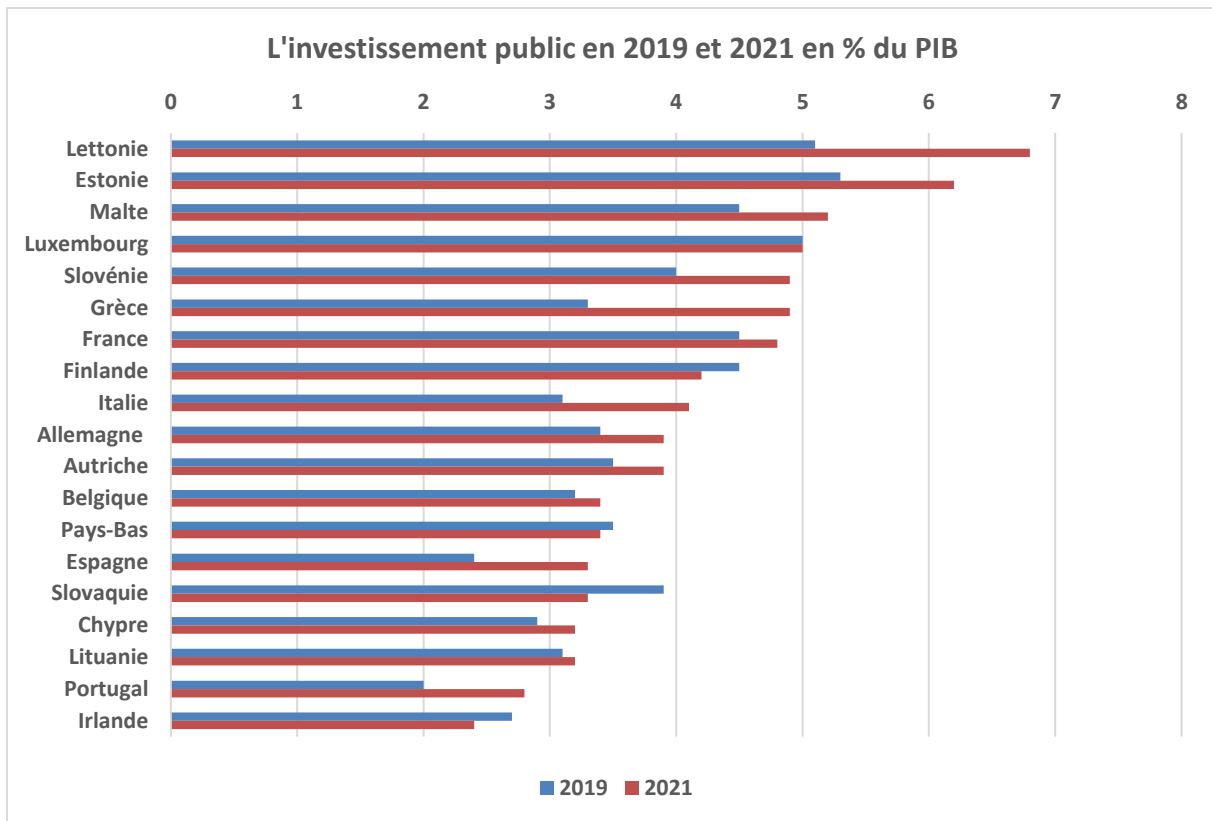
B) L'investissement public de 2019 à 2021

De 2019 à 2021, en euros courants, l'investissement public a augmenté de 17,1 % dans la zone euro, de 10,3 % en France, de 20,5 % en Allemagne, de 28,3 % en Italie, de 27,7 % en Espagne et de seulement 3,0 % aux Pays-Bas. C'est en Grèce (44,9 %) et en Lettonie (43,1 %) qu'il a le plus augmenté ; il a diminué en Slovaquie (- 13,7 %) et n'a quasiment pas varié en Finlande.

De 2019 à 2021, rapporté au PIB, l'investissement public a augmenté de 0,5 point en moyenne dans la zone euro, de 0,3 point en France, de 0,5 point en Allemagne, de 1,0 point en Italie et de 0,9 point en Espagne. C'est en Lettonie, en Grèce et en Italie, plus généralement dans les pays du sud et dans les pays baltes, qu'il a augmenté le plus. Il a diminué aux Pays-Bas (- 0,1 point) et en Finlande (-0,3 point).

En moyenne dans la zone euro, l'investissement public a quasiment retrouvé en 2021 son niveau d'avant la crise de 2008-2009 en pourcentage du PIB.

Avec un investissement public représentant 4,8 % du PIB, la France est au 7^{ème} rang de la zone euro en 2021 (elle était au 4^{ème} rang en 2019). Elle est devancée par des pays de petite ou moyenne taille. La moyenne de la zone euro est à 4,0 % du PIB. L'investissement public est à 3,9 % du PIB en Allemagne, à 4,1 % en Italie, à 3,3 % en Espagne et à 3,4 % aux Pays-Bas.



Source : Eurostat ; FIPECO.

Le tableau suivant présente la répartition des investissements publics par fonction (ou politique publique) en pourcentage du PIB en 2020. La France investit nettement plus dans le logement et les équipements collectifs locaux associés au logement (éclairage, alimentation en eau...) et nettement moins dans les « services généraux » (fonctions supports telles que les assemblées, les finances, les ambassades...). Pour le reste, la France investit un peu plus dans les autres fonctions mais les écarts sont peu significatifs. On peut noter le faible poids des investissements dans la Défense en Allemagne, mais ils devraient nettement augmenter, dans ce pays comme dans d'autres, à la suite de l'invasion de l'Ukraine.

La répartition des investissements publics par fonction en 2020 (% du PIB)

Fonction	France	Allemagne	Zone euro
Défense	0,4	0,2	0,3
Transports	0,8	0,8	0,9
Recherche non comprise dans les autres fonctions	0,6	0,5	0,5
Services généraux	0,2	0,6	0,4
Logement et équipements collectifs	0,5	0,2	0,2
Santé	0,3	0,2	0,2
Loisirs et culture	0,3	0,2	0,2
Enseignement	0,4	0,3	0,3
Autres	1,1	0,9	0,8
Total	4,6	3,9	3,8

Source : Eurostat ; FIPECO. FBCF et subventions d'investissement.